

DIAL 3374

MEXIQUE - Le programme d'action d'Ayotzinapa

Laura Carlsen

mercredi 8 juin 2016, mis en ligne par [Dial](#)

Le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI) chargé de conduire une enquête de manière autonome sur la disparition en septembre 2014 de 43 étudiants de l'École normale d'Ayotzinapa [1] a remis en avril son deuxième et dernier rapport sur l'affaire. Ce texte de Laura Carlsen publié par [Desinformémonos](#) (25 avril 2016) décrit les résultats de l'enquête conduite et ce qu'il reste à accomplir.

Les cinq membres du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI) montèrent à la tribune et prirent place face à un public de quelques milliers de personnes qui attendaient fébrilement le deuxième et dernier Rapport Ayotzinapa. En trois heures d'exposé, ils décrivent de manière claire un panorama d'obstruction, de manipulation et de mensonges de la part du gouvernement du président du Mexique, Enrique Peña Nieto.

Le peuple mexicain a placé sa soif de vérité et de justice dans les mains de ce groupe chargé d'apporter une assistance technique à l'enquête sur la disparition des 43 étudiants à Ayotzinapa. Par le professionnalisme de leur travail ils représentaient un espoir de rompre les barrières de mensonges élevées par le gouvernement d'Enrique Peña Nieto. Existait la possibilité que cette fois un crime d'État ne soit pas effacé de l'histoire sombre de notre pays.

Après un an et deux mois de travaux, on connaissait déjà la plupart du contenu du rapport. Le premier rapport, qui causa une forte réaction dans le monde entier, avait révélé en 560 pages une quantité d'informations publiques sans précédent dans une affaire politique mexicaine. Angela Buitrago, avocate colombienne, initia la présentation en déclarant « qu'il n'existe toujours pas de conclusion différente des faits traités dans le rapport précédent, au contraire, les preuves sont plus fournies... »

Le GIEI a réaffirmé que les événements des 26 et 27 septembre 2014 ont été des actions coordonnées, avec une participation directe des polices fédérale, d'État et municipale, conjointement au groupe criminel. La présence de l'armée est prouvée, et son importance dans la mise au clair du crime est amplifiée avec le refus opposé aux demandes d'entretiens individuels avec les militaires.

Une grande part de ce que suspectait la population mexicaine a été prouvé, avec rigueur scientifique, sur la base d'une analyse minutieuse des documents provenant des autorités, de témoins, de preuves matérielles et médico-légales. Le GIEI a démenti l'une après l'autre les explications du bureau du Procureur général de la République (PGR) sur ce cas, en insistant sur celles données depuis le premier rapport. Les nouvelles conclusions du gouvernement destinées à sauver sa version de l'incendie de la décharge de Cocula ont été rejetés en raison de leur inconsistance et de leur manque de rigueur. Le processus de découverte de restes de supposés étudiants normaliens dans le Río San Juan a aussi été mis en doute. L'hypothèse officielle d'une mairie isolée entre les mains du crime organisé a été balayée par les preuves.

Le Groupe d'experts a insisté sur la nécessité d'inclure dans l'enquête les preuves omises, et d'étendre la zone et la période des événements. Ils ont insisté sur le thème du cinquième autobus qui n'apparaît pas dans les versions officielles.

Les cinq versions proposées par la PGR se sont ainsi effondrées sous le poids de leurs propres contradictions et lacunes. Sans hésitations, les experts internationaux ont présenté un panorama lamentable d'obstruction et de fermeture de la part de tous les niveaux de gouvernement, de manipulation des preuves, d'absence d'application des protocoles de base, de torture et de mensonges. En ressort un tableau d'accords rompus, de directions d'enquête non suivies, de non-respect ou de respect tardif et incomplet des procédures, de contradictions et d'erreurs.

Le groupe a exprimé sa grande désillusion de quitter le pays sans atteindre l'objectif le plus important - découvrir où se trouvent les 43 normaliens - et signalé les obstacles rencontrés et le manque de coopération dans l'enquête des autorités. Ils ont déclaré que en date du 15 mars, ils n'avaient reçu une réponse qu'à la moitié de leurs requêtes et que, quelques jours avant le second rapport, ils avaient reçu une avalanche de réponses que, pour une question de temps, il leur avait été impossible d'analyser et d'inclure dans le travail final. De la part du gouvernement, c'était clairement une farce car les requêtes étaient restées sans réponse pendant des mois.

Une fois terminée la présentation du document, une femme se leva et cria en pleurant, « Ne partez pas ! Ne nous laissez pas seuls ! » Ses mots touchèrent au cœur les personnes présentes. Face à la frustration évidente des experts et à la tristesse du départ, il y avait un sentiment d'impuissance, d'abandon d'un être sans défense.

Mais la société civile mexicaine est majeure. C'est la société civile mexicaine qui a fait que la tragédie de la mort de six personnes et la disparition des 43 normaliens soit une cause connue du monde entier. Elle a mobilisé plus de 100 000 personnes autour du mot d'ordre « Ce fut l'État », qui a changé à jamais la façon de comprendre la violence dans ce pays. C'est la mobilisation sociale qui a obtenu que le gouvernement autorise le travail des experts de la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) et élargisse son mandat originel. Elle est parvenue à réactiver les recherches et à initier des recherches citoyennes dans différentes régions du pays.

Le départ du Groupe des experts nous laisse une dette importante, en raison de leur engagement et de leur compétence dans la recherche de la vérité et la mise en évidence des mensonges. Il nous lègue plus encore un énorme programme d'action sociale pour avancer au-delà du tournant que signifie Ayotzinapa. L'avocat colombien Alejandro Valencia a souligné que « l'affaire d'Ayotzinapa représente un tournant que le pays doit opérer et qui passe par le renforcement de l'État de droit et la défense des droits humains ».

Parmi les 22 recommandations formulées, plusieurs sont des requêtes à l'égard d'un État converti à la dissimulation. D'autres peuvent être prises en charge directement par la société civile dans le cadre d'un nouveau programme d'action Ayotzinapa.

Le programme d'action devrait inclure au moins : la recherche des normaliens et des autres 28 000 disparus dans le pays ; une garantie de sécurité pour les familles et les défenseurs des droits humains ; le suivi des questions encore ouvertes, parmi lesquelles le sujet du cinquième autobus escorté par la police depuis le lieu du crime et la nécessité d'entretiens avec les militaires, de nouveaux entretiens avec les témoins et l'analyse des registres d'appels non communiqués ; la détermination des responsabilités légales pour les irrégularités, la manipulation et la perte de preuves, et les mensonges de l'enquête officielle ; le suivi des cas de torture constatés auprès de 17 présumés coupables et la définition des responsables intellectuels du crime.

Un des points les plus importants de cette étape, que doit assumer maintenant la société mexicaine, c'est l'analyse et l'enquête sur les contextes passés sous silence dans les versions de la PGR : le trafic de stupéfiants dans la région, le phénomène généralisé de la disparition forcée et la corruption à tous les niveaux de gouvernement, entre autres.

Le rôle de la CIDH n'a pas pris fin avec le départ du GIEI. Cependant la responsabilité de continuer son travail retombe maintenant sur les épaules de la société mexicaine. Le travail n'est pas technique, mais politique et social - travail de mobilisation, de construction de solidarités et de pression constante. Ce n'est pas seulement la solution de l'affaire Ayotzinapa qui en dépend, mais aussi notre capacité à continuer à revendiquer un État de droit face à un État criminel.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3374.**

- Traduction d'Annie Damidot pour Dial.

- Source (espagnol) : [Desinformémonos](#), 25 avril 2016.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir aussi DIAL 3351 - « [MEXIQUE - « Il y a une attaque systématique contre l'École normale d'Ayotzinapa » : Entretien avec Maribel González Pedro](#) ».